

# 2018, AFRICAN YEAR OF ANTI-CORRUPTION

A consultative workshop was organised in Arusha, Tanzania, from November 15 to 17, 2017, to brainstorm on the key activities that the AUABC would be implementing in 2018.



A cross section of participants at the Arusha meeting.

The African Union Assembly of Heads of State has declared 2018 as the "African Year of Anti-Corruption" (Project 2018), with the theme "Winning the fight against corruption: A sustainable path to Africa's transformation". As part of the preparatory activities for the year-long commemoration, the African Union Advisory Board on Corruption (AUABC) organised a consultative workshop in Arusha, Tanzania, from November 15 to 17, 2017.

It brought together some 200 delegates

from National Anti-Corruption Agencies, Regional Anti-corruption Associations, Regional Economic Communities, Civil Society Organisations and International Organisations. The delegation of the National Anti-Corruption Commission (CONAC) to the event was led by Mr MBILE NORTBERT NANGIYA, Member of the Coordination Committee of CONAC.

Participants at the workshop brainstormed on the key activities that the AUABC would be implementing in 2018. The head

of the CONAC delegation made a presentation on the topic "Value addition of anti-corruption agencies in fighting corruption". He brought out the indispensable role of anti-corruption agencies in the fight against corruption in their respective countries. According to Mr MBILE NORTBERT NANGIYA, anti-corruption agencies are the pace setters of the fight against corruption in their respective countries as they give the vision, elaborate the strategy, work for better anti-corruption legislation, coordinate anti-

corruption activities, offer technical assistance and training to all stakeholders and mobilise popular adherence to the fight against corruption.

The commemoration of the African year of Anti-Corruption will provide an opportunity for Africa to consolidate the gains made over the years; ensure better cooperation and mutual legal assistance between nations and secure stronger international cooperation in dealing with corruption.

## IMPLÉMENTATION DE LA CNUCC : LE CAMEROUN S'AUTO ÉVALUE

18 Experts Evaluateurs du Cameroun ont mis à jour le document d'auto-évaluation du Cameroun en prenant en compte les nouvelles dispositions du Code Pénal du 12 juillet 2016 et le Règlement CEMAC du 11 avril 2016.

Après la ratification de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC) le 06 février 2006, le Cameroun s'est engagé, depuis 2012, dans le processus d'évaluation du niveau de son internalisation dans le système juridique interne.

Le pays est rendu, à ce jour, à l'étape de la révision des dispositions juridiques internes dans l'optique de se conformer davantage aux recommandations de la Convention. Une première phase d'Auto Evaluation, organisée par la CONAC, s'est tenue à Ebolowa du 07 au 11 novembre 2016 et concernait les chapitres 3 (Incrimination, Détection et Répression) et 4 (Coopération Internationale).

La deuxième phase de l'évaluation, porte sur les chapitres 2 (Mesures Préventives) et 5 (Recouvrement d'Avoirs). Elle s'est tenue dans les locaux de la CONAC, sis au Palais des Congrès à Yaoundé, du 20 au 24 novembre 2017.

Ce séminaire a réuni 18 Experts Evaluateurs de diverses institutions du Cameroun, à l'effet de faire une révision des commentaires faits par les pairs évaluateurs dans le rapport d'auto-évaluation précédent, afin de prendre en compte les nouvelles dispositions du Code Pénal promulgué le 12 juillet 2016 et le Règlement CEMAC du 11 avril 2016.



Les Experts Evaluateurs en séance de travail à la CONAC.

LES INSTITUTIONS CONSULTÉES

- Cour Suprême du Cameroun
- Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC)
- Ministère des Relations Extérieures (MINREX)
- Ministère de la Justice (MINJUSTICE)
- Agence Nationale d'Investigation financière (ANIF)
- Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM)
- Transparency International-Cameroun (TI-C)
- Union des Journalistes du Cameroun (UJC)
- Conférence Episcopale Nationale du Cameroun (CENC)
- Conseil Supérieur National Islamique du Cameroun (CSNIC)
- Conseil des Eglises protestantes du Cameroun (CEPCA)
- Coalition nationale de lutte contre la corruption (CNLCC)
- Barreau du Cameroun
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, Cameroun).

## HOW TO DENOUNCE CORRUPTION

**What to denounce:** Any act of corruption which you witness. Lay emphasis on the facts.

**Who to denounce:** Anybody involved in an act of corruption. Get his/her names, place of work and function. Describe what he/she does. You can decide to remain anonymous.

**How to reach CONAC:** Address your complaint to the

Chairperson of CONAC and forward using the following means of communication.

- **Hand mail:** Drop your denunciation at the Headquarters of the National Anti-Corruption Commission located at the Conference Centre, Yaounde.
- **Postal Mail :** Send to P.O. Box 33200 Yaounde
- **Telephone:** 222 20 37 32
- **Fax :** 222 20 37 30
- **Email :** info@conac.cm

## « ESPACE CONAC » : PROGRAMME OF BROADCAST

TELEVISION VERSION		
	Day of broadcast	Time of broadcast
CRTV	Wednesday	15h30 - 15h45
	Thursday	22h00 - 22h15
Canal 2 International	Monday	18h30 - 18h45
	Thursday	15h00 - 15h15
RADIO VERSION		
CRTV National Station	Saturday	09h45 - 10h00

## LA CORRUPTION N'EST PAS UNE FATALITÉ, ELLE PEUT ÊTRE VAINCUE. DENONCEZ TOUT ACTE DE CORRUPTION !

### CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue mensuel d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption  
Tél : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30  
BP 33 200 Yaoundé  
info@conac.cm, www.conac.cm

**Directeur de Publication**  
Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS

**Directeur de Publication Délégué**  
Pr. François ANOUKAHA

**Conseil Editorial**  
NGALLE EYOUM

**Rédacteur en chef**  
Irene MORIKANG TCHE

**Rédaction**  
Irene MORIKANG TCHE  
Richard FEGUE EKANI  
Benjamin FOU DA EFA  
Sylvie MENTHONG  
Gilbert Christian ONANA NKUDU

**Secrétariat**  
Eunice BIH AZIE  
Sylvie VOUFACK  
Simon Pierre NTAP

**Impression**  
Régie / CONAC



# CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption



Gratuit / Free

Tél: 222 20 37 32 • Fax: 222 20 37 30

B.P/O Box : 33 200 Yaoundé

Website : www.conac.cm

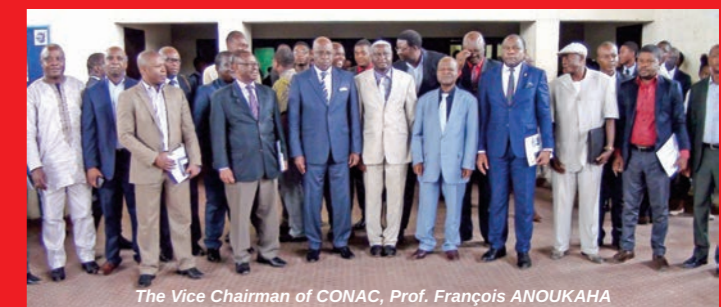
Mailto : info@conac.cm

## HIGHER INSTITUTIONS OF LEARNING EMBRACE INTEGRITY

AS PART OF ACTIVITIES TO IMPLEMENT THE NATIONAL INTEGRITY EDUCATION PROGRAMME (NIEP), THE NATIONAL ANTI-CORRUPTION COMMISSION, IN THE MONTH OF NOVEMBER, 2017, ORGANISED MEETINGS IN THE UNIVERSITIES OF YAOUNDE I, YAOUNDE II, DSCHANG, BUEA, BAMENDA AND DOUALA TO SPUR THE CREATION OF INTEGRITY CLUBS IN THESE INSTITUTIONS. THE INTEGRITY CLUBS WILL BE EXPECTED TO SERVE AS A FORUM FOR YOUTHS TO GRASP, PROMOTE AND POPULARIZE THE PRINCIPLES AND VALUES OF INTEGRITY.



Rev. Dr. NJAMI NWANDI led the CONAC delegation to the University of Dschang.



The Vice Chairman of CONAC, Prof. François ANOUKAHA was at the University of Douala.

### UNIVERSITÉ DE YAOUNDE I : EFFORTS CONSENTIS POUR L'INTÉGRITÉ TOTALE

La campagne a eu lieu le 20 novembre 2017 à l'Université de Yaoundé I. Elle était présidée par le Président de la CONAC, le Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, en présence du représentant du Ministre de l'Enseignement Supérieur, et du Recteur de l'Université de Yaoundé I, le Pr Maurice Aurélien SOSSO. Etaient aussi présents à cette cérémonie, qui s'est déroulée dans l'Amphi 700 du Université de Yaoundé 1, les Chefs d'Établissements, les enseignants et les étudiants venus nombreux.



Lancement du processus à l'Université de Yaoundé I.

l'Institution dont il a la charge pour en arriver à une situation d'Intégrité totale.

Dans son mot de bienvenue, le Recteur de Université de Yaoundé I, le Pr Maurice Aurélien SOSSO, a rappelé la nécessité de la lutte contre la corruption à l'Université et les efforts consentis par

en œuvre au sein des Institutions universitaires.

Le discours d'ouverture prononcé par le représentant du Ministre de l'Enseignement Supérieur a été suivi d'échanges entre les participants, le Recteur et le Président de la CONAC.

### UNIVERSITÉ DE BAMENDA : LES ÉTUDIANTS COMME SENTINELLES D'INTÉGRITÉ

Le jeudi 23 novembre 2017, a eu lieu une cérémonie de sensibilisation à la mise en place des Clubs d'Intégrité à l'Université de Bamenda. Cette cérémonie était présidée par le Vice-Chancellor de cette Institution, le Professeur Theresia NKUO-AKENJI, et le Représentant du Président de la CONAC, Monsieur FOHTUNG Samuel TANGANG, Membre du Comité de Coordination, en présence du Représentant du Gouverneur de la Région du Nord-Ouest. Y prenaient également part les Deputy Vice-Chancellors, des responsables des services centraux de l'Université, les Chefs des Établissements et de nombreux enseignants. Deux allocutions ont été délivrées à cette occasion : la première par le Vice-Chancellor et la



Le Vice Chancellor (micro en main) a invité ses collaborateurs à s'approprier les enseignements de la CONAC.

seconde par le représentant du Président de la CONAC.

Dans son mot de bienvenue, le Professeur Theresia NKUO-AKENJI a relevé que l'Enseignement Supérieur n'est pas à l'abri de la corruption. Après avoir pris l'engagement de prévenir la corruption à long terme au sein de son Institution en créant des Clubs d'Intégrité, elle a invité ses collaborateurs à s'approprier les enseignements de la CONAC.

Dans son intervention, Monsieur FOHTUNG Samuel TANGANG a notamment relevé que les Clubs d'Intégrité, dont la mise en place est recommandée par le Programme National d'Éducation à l'Intégrité, vise à faire des étudiants des sentinelles d'intégrité et à les préparer à la bonne gestion des biens publics.

La cérémonie s'est achevée par des échanges.

### UNIVERSITÉ DE YAOUNDE II SOA : LUTTER CONTRE LA CORRUPTION, UNE ACTIVITÉ QUOTIDIENNE

La cérémonie de mise en place des clubs d'intégrité à l'Université de Yaoundé II à SOA a eu lieu le 21 novembre 2017. Elle était présidée le Vice-Président de la CONAC, le Pr François ANOUKAHA, en présence du Vice-Recteur chargé du Contrôle Interne et de l'Évaluation de cette Institution.



La cérémonie à Soa été très courue.

Des étudiants de tous les établissements relevant de cette Université, des enseignants et des Chefs d'Établissements ont pris part à cette cérémonie organisée dans la salle de conférences de l'Université.

Dans son mot de bienvenue, le Représentant du Recteur a insisté sur le fait que la lutte contre la corruption est une activité quotidienne à l'Université de Yaoundé II, à tous les niveaux. Le Vice-Président de

la CONAC quand à lui, a expliqué les objectifs du PNEI en insistant sur la nécessité de son application et de sa mise en œuvre au sein des Institutions universitaires par la création et le fonctionnement urgent des Clubs d'Intégrité.

Des échanges nourris s'en sont suivis, les questions des étudiants et des enseignants concernant la lutte contre la corruption en

général et l'éducation à l'intégrité en particulier étant toutes adressées au Vice-Président qui y a répondu, à la grande satisfaction de l'auditoire.

La cérémonie s'est achevée avec la promesse du Vice-Recteur d'organiser, dans les meilleurs délais, des élections pour la mise sur pied d'un Club d'Intégrité opérationnel à l'Université de Yaoundé II.

### UNIVERSITÉ DE BUEA : LUTTER CONTRE LA CORRUPTION, UN DEVOIR

La cérémonie de mise en place des Clubs d'Intégrité dans les Universités et les Instituts Privés d'Enseignement Supérieur à l'Université de Buea a eu lieu le 27 novembre 2017. L'assistance, conduite par le Vice-Chancellor, Pr NGOMO Horace MANGA, était composée d'étudiants, d'enseignants, de Doyens de Facultés et de trois Vice-Recteurs. La cérémonie était présidée par le Vice-Chancellor, Pr MBILE NORTBERT NANGIYA, Membre du Comité de Coordination de la CONAC.



Quelques officiels présents à la cérémonie à Buea.

Après l'accueil et l'installation des participants dans la salle de réunion de la Faculté des Sciences, la cérémonie a débuté avec l'exécution de l'Hymne National, suivi du mot de bienvenue du

Vice Chancellor, qui en a profité pour présenter l'Université de Buea comme un îlot d'intégrité ou la lutte contre la corruption est permanente et constitue un devoir pour tous.

Le Représentant du Président de la CONAC, a expliqué les objectifs du PNEI en insistant sur la nécessité de sa mise en œuvre au sein de l'Université de Buea par la

création d'un Club d'Intégrité, qui viendra s'ajouter aux Comités de Lutte contre la Corruption qui existent déjà au sein de chaque Faculté, pour éradiquer ce fléau social que représente la corruption.

Les échanges qui ont suivi ont permis d'édifier l'assistance sur le travail abattu par la CONAC pour lutter contre la corruption.





SECONDARY AND VOCATIONAL SCHOOLS

INTEGRITY TRAIN MAKES TEN STOPS IN THE CENTRE REGION

After the launching of the operation to put in place Integrity Clubs in secondary and vocational schools on November 10, 2017, in Kribi, the CONAC Integrity team later focused on schools in the Centre Region.



At the launching ceremony in Kribi.

The National Anti-Corruption Commission, CONAC, from November 10 to 17, 2017, supervised the creation of Integrity clubs in secondary, vocational and other specialized schools in line with efforts to implement the National Integrity Education Programme (PNEI).

The activity was officially launched on November 10, 2017, at the Government Bilingual High School Kribi, in the presence of Mr. HAMADJODA ADJOUJDI, Member of the Coordination Committee of CONAC.

The exercise later continued in the ten Divisional headquarters of the Centre Region from November 13 to 17, 2017. While in the Centre

Region, the CONAC Integrity train, led by members of the Coordination Committee of CONAC, made stops in schools in Yaounde, Mfou, Ntui, Nanga-Ebokou, Bafia, Monatélie, Ngoumou, Eseké, Akonolinga and Mbalmayo to kick start the creation of Integrity Clubs.

Through these clubs, CONAC intends to contribute in preventing and curbing corruption in the education sector by inculcating honesty, respect for universal, traditional, republican, moral, ethical and fundamental values of life in youths.

Integrity Clubs will serve as a forum to enable youths to grasp, promote and popularize the principles and values of integrity.

CAMPAGNE CACAORYÈRE SANS CORRUPTION

FAIRE VIVRE LE PRODUCTEUR DU FRUIT DE SON TRAVAIL

Une mission de la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC) conduite par son Vice-Président le Professeur, François ANOUKAHA, a sillonné les bassins de production de cacao dans les Régions du Sud, du Centre et du Sud-Ouest du 02 au 12 novembre 2017.



L'équipe de la CONAC en plein travail.

Cette cinquième édition de la « campagne cacaoyère sans corruption » a conduit l'équipe de la CONAC à Ebolowa et Ambam dans le Sud, Kumba dans le Sud-Ouest et Bafia, Obala, Mfou, Ngoumou et Akono dans la Région du Centre.

Le mandat de cette mission était de procéder au contrôle de la commercialisation du cacao afin de s'assurer que la réglementation en vigueur est respectée et que le producteur vit effectivement du fruit de son travail sans être dupé.

Comme dans les années écoulées, la mission a requis et obtenu l'assistance des officiers de police judiciaire à compétence spéciale du Ministère du Commerce.

Dans les trois Régions, de nombreux magasins ont été visités. A la demande de la CONAC, des amendes ont été infligées aux opérateurs indisciplinés. Certains magasins ont même été scellés.

L'une des préoccupations essentielles,

dont les planteurs ont fait part à la CONAC, est le non-respect du prix minimum garanti aux producteurs publié de jours en jours par le Projet SIF. En réalité, les exportateurs par une entente malsaine, dictent la loi sur le marché en proposant dans la plupart des cas des prix d'achat inférieurs au prix minimum communiqué par le SIF.

La CONAC a promis de porter cette doléance afin de permettre que la production du planteur soit rémunérée à son juste prix.

L'institution centrale de lutte contre la corruption au Cameroun œuvre pour l'assainissement de la commercialisation du Cacao, du café et du coton à travers l'organisation des campagnes cacaoyère, caféière et cotonnière sans corruption. Ces campagnes sont institutionnalisées par la CONAC et se tiennent chaque année. Dans la lutte contre la corruption et les infractions assimilées, le monde rural n'est pas oublié.

FAKE NEWS!

Following is a release issued by the National Anti-Corruption Commission of Cameroon (CONAC) following the circulation of false information on the purported arrest of the Director of the Anti-Corruption team in Ebolowa with a huge sum of money.

“ Since November 08, 2017, information circulating in the social media and relayed by some media houses states that “the Director of the Anti-Corruption team of the South Region in Ebolowa, was arrested in possession of a huge sum of money”.

The Chairman of the National Anti-Corruption Commission of Cameroon informs the public that this information is false. It was mounted using pictures from the Internet to discredit the efforts made by Cameroon to fight against corruption and tarnish the image of anti-corruption structures of the country, particularly that of CONAC.

In the images that are circulating, the boxes of money are the fruits of a seizure by the Federal Police of Brazil in September 2017, an amount of 16.4 million dollars.

In the same light, it is worth noting that the National Anti-Corruption Commission of Cameroon does not have regional branches. The Headquarters and offices of the Institution are located in Yaounde, at the Conference Centre.

The Chairman of CONAC reassures Cameroonians that under the permanent impulse of the Head of State, the National Anti-Corruption Commission of Cameroon will continue, through its actions to prevent and investigate corrupt practices, to work for a Cameroon where integrity will constitute a watchword to every citizen”.

Signed: NGALLE EYOUM For the Chairman and by delegation The Permanent Secretary



The money used to illustrate the fake information is not even FCFA.

FAUSSE NOUVELLES!

Voici le Communiqué de Presse de la Commission Nationale Anti-Corruption suite à la circulation des fausses informations faisant état de l'arrestation d'un supposé Directeur Anti-corruption de la Région du Sud à Ebolowa en possession d'une Forte somme d'argent.

Depuis la journée du 08 novembre 2017, des informations circulent dans certains médias et réseaux sociaux faisant état de l'arrestation d'un supposé « Directeur Anti-Corruption de la Région du Sud à Ebolowa », en possession d'une forte somme d'argent.

Le Président de la Commission Nationale Anti-Corruption tient à informer l'opinion publique que cette nouvelle est fautive. Elle a été montée avec des éléments recueillis sur Internet pour décrédibiliser les efforts de la lutte contre la corruption entrepris au Cameroun et ternir l'image des structures anti-corruption du pays et principalement celle de la CONAC.

Dans les images qui circulent, l'argent contenu dans les valises est le fruit d'une saisine de la Police Fédérale du Brésil en septembre 2017,

d'une somme de 16,4 millions de dollars.

De même, il importe de relever que la Commission Nationale Anti-Corruption n'a pas, depuis sa création, de démembrements dans les Régions. Son siège et ses services se trouvent actuellement à Yaoundé, au Palais des Congrès.

Le Président de la CONAC rassure le peuple camerounais que, sous l'impulsion permanente du Chef de l'Etat, la CONAC continuera, dans ses missions de prévention, d'investigations et de coopération, d'œuvrer pour faire du Cameroun un pays où l'intégrité constituera une valeur capitale pour tout citoyen ».

Signé : NGALLE EYOUM Pour le Président et par délégation, Le Secrétaire Permanent

IMPLÉMENTATION DES PLAN D'ACTIONS RÉGIONAUX 2017 DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

LES RÉGIONS DE SUD-OUEST, LITTORALE ET CENTRE AU SCANNER

Au cours du mois de novembre 2017, la Commission Nationale Anti-Corruption a évalué le niveau d'implémentation des plans d'action anti-corruption 2017 de trois Régions. Ces trois Régions ont enregistré des taux de réalisations très bas des tous les actions inscrits dans leurs Plans d'Actions ; 27,43% de taux d'implémentation dans la Région du Sud-Ouest, 27,08% pour la Région du Littoral et 28,93% pour la Région du Centre. Cela indique que très peu des actions anti-corruption ont été menées dans les axes de la Prévention, Education, Condition, Incitation et Sanctions.

SOUTH WEST REGION SLUMPS

Participants at the workshop to evaluate the level of implementation of the 2017 Anti-Corruption plan of action for the Region blamed the poor execution rate on the prevailing social climate in the Region.



Dignitaries at the workshop in Buea.

Anti-corruption actions programmed for 2017 have only been implemented at 27.43% in the South West Region; four points down from the 31.11% recorded in 2016. This is the lowest level of implementation ever recorded in the Region. It is an indication that in 2017, very little action has been carried out in the Region to prevent Corruption, educate the population on the dangers of corruption and how to combat it, create a conducive work environment, give out incentives to the honest and hard working or sanction the corrupt.

Participants at the two-day workshop organized on October 30 and November 01, 2017 in Buea, by the National Anti-Corruption Commission (CONAC), blamed the poor execution rate on 2017 anti-corruption plan of action for the South west region on the prevailing social climate in the Region.

However, the Governor of the Region, Mr. Bernard Okalia Bilia, insists that it is during such trying moments that the population should reinforce the fight against corruption. According

to the Governor, the fight against corruption is a collective endeavour and needs the participation of all. "I invite parents, traditional authorities and religious leaders to give good education to our children. We should be law abiding and respectful of the institution. This will also help in fighting corruption", he insisted.

To the Chairman of the National Anti-Corruption Commission, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, who headed the CONAC delegation to Buea, "Fighting corruption is promoting social justice, peace, security, and the development of our country for the benefit of the majority of the population suffering under the brunt of corruption", adding that "As a region of noble people, we hope that the South West would appropriate this fight against corruption, champion it and make the region a glowing example of integrity in the country."

The workshop ended with unannounced visits to some public Institutions in Buea, including the Regional Hospital, the GCE Board and some road check points.

LITTORAL REGION: LACK OF COMMITMENT BLAMED FOR POOR SCORE

With a general implementation rate of 27.08%, it is evident that fighting corruption is not a major preoccupation of the principal stakeholders.



Douala workshop participants.

The major stakeholders in the fight against corruption in the Littoral Region have, over the years, demonstrated a lackluster attitude towards the fight against corruption. This was again the case on November 02 and 03, 2017, when the National Anti-Corruption Commission (CONAC) organized a workshop to evaluate the level of implementation of the Littoral Regional Anti-Corruption Plan of Action for 2017. Virtually all the officials invited for the meeting (Regional Delegates, Mayors, Legal Authorities, Forces of Law and Order, leader of Civil Society Organizations, as well as Political, Traditional and Religious dignitaries) were represented by collaborators.

This lack of commitment from those expected to play a frontline role in the fight against corruption is reflected in the field results. Only 27.08% of the anti-corruption actions programmed in 2017 had been implemented at the time the workshop was holding.

The Inspector General in the Littoral Governor's office, Mr ADOUBAKAR NJIKAM, representing the

Governor of the Littoral region, frowned at this attitude as he noted that such indifference in the fight against corruption has made the Littoral Region to stand out in acts of misappropriation, abandoned projects, forgery and scamming. The Chairman of CONAC, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, who led the CONAC delegation to Douala, on his part, said the poor score is due to the lack of personal involvement and effective participation of the major actors who are expected to follow up the implementation and coordinate the field actions.

As a measure to enhance sanity in the management of public resources participants were trained on how to identify and break resistance in the fight against corruption and how to lead change, strengthen ethics compliance and measure progress.

An impromptu visit to some public structures by the Chairman of the National Anti-Corruption Commission, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, rounded up the workshop.

CENTRE REGION LOW IN SANCTIONS AND INCENTIVES

The general implementation rate of the 2017 Anti-Corruption Plan of Action for the Centre Region stands at 28.93%.

The level of implementation of the 2017 Anti-Corruption Plan of Action for the Centre Region came under review on November 20 and 21, 2017, during a Regional Workshop organized by CONAC at the Centre Regional Governor's Office.

The workshop brought together judicial Authorities, members of the Forces of Law and Order, Regional Delegates, members of Civil Society Organizations, as well as Traditional and Religious dignitaries.

For two days, the over 70 participants made an appraisal of the level of implementation of specific anti-corruption actions that were expected to be carried out in the Centre Re-



United to stamp out corruption from the Centre Region.

gion in 2017 in the domains of Prevention, Education, Condition, Incentives and Sanctions.

In all, laudable efforts are being made to educate the po-

pulation and to prevent corruption. These strategic axes recorded implementation rates of 45.25% and 31.24% respectively, following the assessment

of participants. Work condition, however, still a huge problem. Only 24.75% of the earmarked activities were implemented. In the same light, incentives are hard to come by as only 26.08% of programmed actions to encourage the upright, hard-working and people of integrity were carried out. Lastly, sanctioning is almost a taboo in the centre region as barely 17.35% of the actions enumerated for implementation were carried out in 2017. The Centre Region came out with an overall implementation rate of 28.93% for its 2017 Anti-Corruption Plan of action.

The Closing ceremony of the workshop was presided over by the Governor of the Centre Region, NASERI Paul

PROGRAMME DE DIFFUSION D'« ESPACE CONAC »

VERSION TÉLÉVISÉE		
	Jour de diffusion	Heure de diffusion
CRTV	Mercredi	15h30 - 15h45
	Jeudi	22h00 - 22h15
Canal 2 International	Lundi	18h30 - 18h45
	Jeudi	15h00 - 15h15
VERSION RADIO		
CRTV Poste National	Samedi	09h45 - 10h00

BEA, in the presence of the Vice Chairman of CONAC, Prof. François ANOUKAHA. According to the Governor, the seat of the Nation's Institutions has to shine the light of integrity. The Number one man of

the Region called for a general reawakening of all the stakeholders of the ten divisions in the Region to make the fight against corruption a reality in all spheres of life.

COMMENT DENONCER UN ACTE DE CORRUPTION

**Que dénoncer ?** Tout acte de corruption, en mettant l'accent sur les faits.  
**Qui peut-on dénoncer ?** Toute personne impliquée dans un acte de corruption.  
**Comment dénoncer ?** Indiquer les nom, prénom, lieu de service et fonction de la personne dénoncée. Décrire

l'acte posé. Il est possible de faire une dénonciation anonyme.  
**Comment contacter la CONAC ?**  
 On peut adresser sa requête à Monsieur le Président de la CONAC par l'une des voies suivantes :

- **Courrier :** Déposer la dénonciation au siège de la CONAC sis au Palais des Congrès de Yaoundé.
- **B.P. :** 33200 Yaoundé
- **Tél. :** 222 20 37 32
- **Fax :** 222 20 37 30
- **Email :** info@conac.cm